



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 4144

Texte de la question

DÉFICIT BUDGÉTAIRE

M. le président. La parole est à M. Laurent Furst.

M. Laurent Furst. Souvenez-vous, monsieur le Premier ministre, vous avez soutenu le candidat Hollande, qui promettait de réduire rapidement le déficit à 3 % du PIB et d'arriver à l'équilibre budgétaire en 2017.

Que de mots violents pour fustiger l'action de vos prédécesseurs, qui ont eu à gérer la crise de 2008 ! Que de belles promesses pour faire rêver les Français ! Que de déceptions face à tous vos renoncements !

En dépit du matraquage fiscal du début de mandat, en dépit des baisses massives de dotations aux collectivités, et de la baisse des taux d'intérêt, qui vous permet d'économiser sans effort 4 milliards par an, en dépit du produit des contentieux fiscaux et en dépit de la vente de biens immobiliers, vous n'avez à aucun moment réussi à tenir les engagements pris devant la Commission européenne et, plus grave encore, devant les Français.

Dans ce contexte, le Gouvernement a annoncé que le plan de 50 milliards d'économies sur trois ans ne serait pas tenu.

Ce plan était lui-même déjà plein d'humour car il escomptait des économies par rapport à l'augmentation « naturelle » des dépenses.

Il faut dire que, depuis que François Hollande essaie de créer les conditions d'une éventuelle candidature, les cadeaux se font nombreux : augmentation du point d'indice, revalorisation du traitement des enseignants, mesures en faveur des intermittents du spectacle, baisse des impôts pour certains ménages bien ciblés, etc.

Bref, si le Père Noël a les poches vides, il a la hotte pleine de promesses, des promesses dont l'effet politique est immédiat mais dont le coût sera supporté par vos successeurs.

Monsieur le Premier ministre, votre majorité, désormais relative, est au pouvoir depuis près de cinq ans, et la modeste baisse du déficit budgétaire fait de la France l'un des mauvais élèves de l'Europe.

Dans ce contexte, les cadeaux de 2016 ne doivent pas hypothéquer l'avenir du pays.

Dans ce contexte, ne serait-il pas temps de privilégier l'intérêt de la nation plutôt que la démagogie électorale ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Les questions que vous posez, monsieur le député, sont sérieuses. Pourquoi le faire avec grandiloquence, en utilisant des termes qui, par principe, cherchent à dévaloriser l'action que nous avons menée ? Cela ne permet pas d'avancer.

D'abord, d'où venons-nous ?

M. Christian Jacob. Macron l'a dit hier soir !

M. Jean-Marie Sermier. Où allez-vous ?

M. Michel Sapin, ministre. En 2012, le déficit de la France était supérieur à 5 %. La crise nous avait frappés. Elle avait frappé l'Allemagne de la même manière. Son déficit en 2012 était de 0 %. Nous avons à parcourir le chemin que vous n'avez pas été capables de prendre au cours des années précédentes.

Ensuite, arrêtez de prétendre que nous ne respectons pas nos engagements vis-à-vis de nous-mêmes, vous avez raison de le souligner, et vis-à-vis des Français.

Avons-nous tenu nos engagements en 2015 ?

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Non !

M. Michel Sapin, ministre. La réponse est oui, vous le savez, et cela ne sert à rien de dire bêtement non (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains*) alors que les résultats sont même meilleurs que ce à quoi nous nous étions engagés vis-à-vis de la Commission.

M. Guy Geoffroy. Votre engagement, c'était 0 % en 2017 !

M. Michel Sapin, ministre. En 2016, sommes-nous en train de tenir nos engagements ? La réponse est oui et il n'y a pas une personne sérieuse au niveau européen ou international pour le contester.

M. Pierre Lequiller. Macron !

M. Michel Sapin, ministre. Alors oui, en 2017, je le dis clairement ici, les dépenses des ministères vont augmenter globalement.

M. Claude Goasguen. Vous avez tort !

M. Michel Sapin, ministre. Pour nous, en effet, l'éducation nationale est une priorité. Pas pour vous ? Pour nous, la protection des Français, avec une augmentation du budget de la défense, est une priorité. Pas pour vous ? Selon nous, il faut des crédits supplémentaires pour la justice. Pas pour vous ?

Nous le ferons en respectant notre engagement, 2,7 % de déficit l'année prochaine. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. Laurent Furst](#)

Circonscription : Bas-Rhin (6^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4144

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 juillet 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [14 juillet 2016](#)